

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1988-1989

1^{er} JUIN 1989

Proposition de résolution sur le problème
des droits de l'homme en Roumanie

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTERIEURES
PAR M. GIJS

I. Exposé introductif de l'auteur principal de la proposition de résolution

Le premier signataire de l'amendement a la conviction que les membres de la Commission partagent la préoccupation qui a inspiré la proposition de résolution. La nature des réformes et la manière dont elles sont actuellement réalisées en République de Roumanie portent, en fin de compte, préjudice à l'ensemble de la population.

L'intervenant dénonce l'action autoritaire du Président roumain, qui a pour effet de plonger des millions de membres de minorités ethniques dans des conditions de vie inhumaines.

Ont participé aux travaux de la Commission :

1. Membres effectifs : Mme Hanquet, président; MM. Bockstal, Collignon, De Backer, De Belder, De Bremaeker, De Cooman, Eicher, Erdman, Kelchtermans, Mathot, Verschueren, Wyninckx et Gijs, rapporteur.
2. Membres suppléants : Mme Cahay-André et M. Van Haverbeke.
3. Autres sénateurs : Mme Aelvoet, MM. De Seranno et Hatry.

R. A 14718

Voir :

Document du Sénat :

636-1 (1988-1989) : Proposition de loi.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1988-1989

1 JUNI 1989

Voorstel van resolutie over het probleem
van de mensenrechten in Roemenië

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN
UITGEBRACHT DOOR DE HEER GIJS

1. Inleidende uiteenzetting van het voorstel van resolutie door de hoofdindieners

De eerste ondertekenaar van het amendement is ervan overtuigd dat de leden van de Commissie de bekommernis, die aanleiding was tot het voorstel van resolutie, delen. De aard van de hervormingen en de manier waarop ze momenteel worden uitgevoerd in de Roemeense Republiek betekenen tenslotte een nadeel voor de hele bevolking.

Het lid laakt het autoritair optreden van de Roemeense President, dat tot gevolg heeft dat miljoenen mensen, behorend tot etnische minderheden, in menonwaardige levensomstandigheden terechtkomen.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : mevr. Hanquet, voorzitter; de heren Bockstal, Collignon, De Backer, De Belder, De Bremaeker, De Cooman, Eicher, Erdman, Kelchtermans, Mathot, Verschueren, Wyninckx en Gijs, rapporteur.
2. Plaatsvervangers : mevr. Cahay-André en de heer Van Haverbeke.
3. Andere senatoren : mevr. Aelvoet, de heren De Seranno en Hatry.

R. A 14718

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

636-1 (1988-1989) : Voorstel van wet.

Il souligne le caractère néo-stalinien et nationaliste extrémiste de la politique de Nicolai Ceausescu et de son clan familial, qui sont coresponsables de la détérioration rapide des conditions de vie de la population roumaine.

L'intervenant déclare que la décision prise par les dirigeants roumains de rembourser totalement la dette extérieure en l'espace de dix ans n'a certes pas manqué d'être favorablement accueillie dans certains pays, mais que les conséquences internes de la mise en œuvre de ce plan, et notamment de la limitation invraisemblable des importations, ont ramené le niveau de vie de la majeure partie de la population roumaine sous le seuil de pauvreté.

Plus spécifiquement, la manière dont les autorités roumaines traitent les minorités nationales suscite l'inquiétude. Par ailleurs, la brutalité avec laquelle sont traitées les personnes qui, dans le sillage de Mme Doina Cornea, osent s'opposer ouvertement au totalitarisme et à l'autoritarisme extrêmes du régime, témoigne d'une absence totale de respect de l'individu.

L'intervenant fait référence à l'audition qui a été organisée au sein de la Commission avec les professeurs hongrois résidant dans notre pays. Ils ont décrit la manière dont les autorités roumaines traitent les minorités ethniques. Cette audition a fait l'objet d'un rapport qui a été transmis aux commissaires.

Ce rapport indique, en résumé, que les droits de l'homme des minorités roumaines font l'objet de violations dans de nombreux domaines. Elles se traduisent notamment par les faits suivants:

- morceler les communautés homogènes par la dispersion des familles sur des territoires autres que le leur;
- dissoudre leurs institutions économiques et scientifiques;
- leur interdire d'employer leur langue maternelle, et ce à tous les niveaux;
- prendre des mesures visant à effacer le passé culturel de ces communautés;
- limiter les possibilités de vivre leurs convictions religieuses;
- favoriser une attitude hostile des Roumains à l'égard des minorités ethniques;
- rompre les liens des minorités ethniques avec leur mère patrie.

La réalisation des plans de modernisation par les autorités roumaines, ce qu'on appelle la systématisation, touche non seulement les minorités ethniques, mais l'ensemble de la population roumaine. L'objectif de ces plans devient de plus en plus évident: les autorités roumaines tentent d'accroître le pouvoir du régime et les possibilités d'interventions arbitraires en élargissant le petit groupe familial des dirigeants. A cette fin, il faut désintégrer les communautés «naturelles».

Hij illustreert het neo-stalinistisch en extreem nationalistisch karakter van het optreden van Nicolai Ceausescu en van de familieclan die mede met hem verantwoordelijk is voor de snelle verslechtering van de levensomstandigheden van de Roemeense bevolking.

Het lid betoogt dat de beslissing, genomen door de Roemeense leiding om op tien jaar tijd de totale buitenlandse schuld af te betalen weliswaar in bepaalde landen gunstig werd onthaald, maar dat de interne gevolgen van de uitvoering van dit plan, o.m. de gevolgen van de onverantwoorde importbeperkingen, het grootste deel van de Roemeense bevolking onder de armoedegrens heeft gebracht.

Meer specifiek is de behandeling van de nationale minderheden door de Roemeense overheid onrustwekkend. Ook de brutale wijze waarop de personen behandeld worden die zich openlijk durven verzetten tegen het extreem totalitaire en autoritaire regime, met mevrouw Doina Cornea als boegbeeld, wijst op de totale afwezigheid van respect voor mensen.

Spreker verwijst naar de hoorzitting die in de Commissie plaats had met de in ons land verblijvende Hongaarse hoogleraren. Deze hebben de behandeling door de Roemeense overheid van de etnische minderheden beschreven, waarover een verslag werd opgesteld dat aan de commissarissen werd overgemaakt.

Uit dit verslag blijkt, samengevat, dat de mensenrechten van de Roemeense minderheden op talrijke domeinen met de voeten worden getreden. Het gaat o.m. over:

- het uit elkaar halen van homogene leefgemeenschappen door de families over andere territoria te verspreiden;
- het ontbinden van hun economische en wetenschappelijke instellingen;
- het verbieden van het gebruik van hun moedertaal en dit op alle niveau's;
- maatregelen om het cultureel verleden van deze leefgemeenschappen uit te vegen;
- het beperken van de mogelijkheden om hun religieuze overtuiging te beleven;
- het in de hand werken van een vijandige houding van de Roemenen tegenover de etnische minderheden;
- het verbreken van de banden met het moederland van de etnische minderheden.

De uitvoering van de moderniseringsplannen door de Roemeense overheid, de zogenaamde systematisering, treffen niet alleen de etnische minderheden, maar de totale Roemeense bevolking. Het doel van deze plannen wordt steeds duidelijker: de Roemeense overheid tracht de macht van het regime en de mogelijkheden tot arbitrair optreden door de kleine familiale leidersgroep te vergroten. Hiertoe dienen de «natuurlijke» leefgemeenschappen te worden gesintegreerd.

L'intervenant souligne que la proposition de résolution a été signée par tous les partis conscients du fait que le respect des droits de l'homme partout dans la monde est plus important que toutes les idéologies politiques. L'objet de la proposition de résolution est de charger le Gouvernement de prendre clairement position sur la violation des droits de l'homme en Roumanie, au cours de la Conférence sur les droits de l'homme qui aura lieu à Paris du 30 mai au 28 juin 1989. Elle demande également au Gouvernement de prendre des sanctions, tant sur une base bilatérale qu'en collaboration avec la Communauté européenne, et de prier à la fois les pays du bloc de l'Est et les pays occidentaux de prendre des mesures qui touchent non pas la population roumaine, mais les autorités qui méconnaissent d'une manière aussi flagrante les droits fondamentaux de l'être humain.

L'intervenant est convaincu que l'on aurait peut-être encore pu étendre le texte de la résolution et formuler d'une manière encore plus tranchée les positions qui y sont définies, mais il estime que le Sénat doit se préoccuper des personnes qui vivent dans des conditions dégradantes. Enfin, il propose qu'avant d'entamer la discussion de la proposition de résolution, la Commission entende le témoignage d'un témoin privilégié, qui a séjourné en Roumanie à plusieurs reprises ces dix dernières années et qui revient d'un séjour dans ce pays. La Commission approuve cette proposition.

2. Compte rendu d'un témoin

Le témoin demande de ne pas publier son identité et les détails de son exposé.

Son témoignage confirme ce que des commissaires avaient déjà appris par d'autres sources. Il insiste sur le fait que ce ne sont pas seulement les minorités qui sont victimes d'une politique inhumaine, mais bien l'ensemble de la population roumaine. Le témoin évoque la campagne des « villages d'adoption » en faveur de la Roumanie. Il a lui-même été molesté lors de son récent séjour dans ce pays.

Il met en outre l'accent sur les points suivants :

- l'existence d'un culte de la personnalité poussé jusqu'aux excès les plus absurdes;
- on affame la population roumaine. L'intervenant parle d'un « génocide », qui ne touche pas que les minorités nationales;
- la population roumaine est exténuée. Les sports ne sont plus pratiqués que par des professionnels qui sont formés et entraînés dans des institutions d'Etat;
- l'auteur a été témoin de violences physiques exercées par des services de police sur des individus, y compris sur des enfants;

Spreker legt er de nadruk op dat het voorstel van resolutie ondertekend werd door alle partijen die er zich van bewust zijn dat het respect voor de mensenrechten waar ook ter wereld belangrijker is dan alle politieke ideologieën. De bedoeling van het voorstel van resolutie bestaat erin, aan de Regering de opdracht te geven tijdens de conferentie over de mensenrechten te Parijs, die plaatsheeft van 30 mei tot 28 juni 1989 een duidelijke stelling in te nemen met betrekking tot de overtreding van de mensenrechten in Roemenië tijdens de conferentie over de mensenrechten te Parijs, die plaats heeft van 30 mei tot 28 juni 1989. De Regering wordt ook gevraagd sancties te treffen zowel op een bilaterale basis als in samenwerking met de Europese Gemeenschap en zowel de Oostbloklanden als de Westerse landen te vragen maatregelen te treffen die niet de Roemeense bevolking treffen, maar wel de overheid die op zo'n flagrante wijze de fundamentele rechten van de mens miskent.

Spreker is ervan overtuigd dat de tekst van de resolutie wellicht nog zou kunnen worden uitgebreid en dat de standpunten die erin voorkomen nog harder zouden kunnen worden geformuleerd, maar hij meent dat de bezorgdheid van de Senaat moet gaan naar de mensen die in mensonwaardige omstandigheden leven. Hij stelt tenslotte voor dat, vooraleer de Commissie de bespreking van het voorstel van resolutie aanvat, zij de getuigenis zou beluisteren van een bevoorrecht getuige die in de loop van de jongste tien jaren verschillende keren in Roemenië verbleef en pas een verblijf in Roemenië achter de rug heeft. De Commissie stemt in met dit voorstel.

2. Verslag van een getuige

De getuige vraagt dat zijn identiteit en de details van zijn uiteenzetting niet zouden worden gepubliceerd.

Zijn getuigenis bevestigt wat de commissarissen reeds via andere bronnen hadden vernomen. Hij legt er de nadruk op dat niet alleen de minderheden, maar de totale Roemeense bevolking het slachtoffer is van een mensonwaardig beleid. De getuige houdt zich bezig met de actie « adoptiedorpen » voor Roemenië. Zelf is hij tijdens zijn jongste verblijf in dat land het voorwerp geweest van brutale behandeling.

Verder legt hij nadruk op de volgende punten :

- het bestaan van een personencultus die tot in absurde excessen wordt doorgedreven;
- de uithongering van de Roemeense bevolking. Spreker heeft het over « volkerenmoord », die niet alleen de nationale minderheden treft;
- de Roemeense bevolking is uitgeput. Sport wordt alleen nog bedreven door beroepsmensen, staatsinstellingen worden opgeleid en getraind;
- spreker is getuige geweest van fysiek geweld, uitgeoefend door politiediensten, op enkelingen, zelfs op kinderen;

— on trouve du matériel de torture jusque dans les bureaux de police ordinaires;

— presque toutes les académies des beaux-arts ont été supprimées;

— d'éminents artistes et intellectuels, notamment des professeurs d'université, ont tout simplement disparu. Pour certains d'entre eux, on sait qu'ils sont morts dans un camp pénitentiaire;

— l'intervenant a pu constater que, dans tout le pays, des villages qui figurent encore sur les cartes n'existent plus en réalité, sauf dans certaines régions, principalement touristiques. De vastes régions sont tout simplement balayées et, dans les villes telles que Bucarest, on rase des bâtiments et des monuments historiques;

— les familles dont l'habitation à la campagne est démolie, sont relogées dans d'infâmes taudis.

L'intervenant pense que la politique de Ceaucescu ne vise pas spécialement les minorités ethniques en tant que telles, mais bien l'ensemble de la population. Son but est d'atomiser celle-ci et de créer une masse amorphe par la destruction des communautés.

Interrogé par un membre, le témoin répond qu'il ne lit ni n'écrit couramment le roumain, mais qu'au cours des années, il s'est lié d'amitié avec des Roumains, avec lesquels il peut converser en français, en anglais ou en allemand.

Un membre estime qu'on peut tirer trois conclusions importantes de l'exposé des témoins:

— il ne s'agit pas que d'un problème de minorités ethniques;

— l'intervenant a suggéré d'insérer dans la résolution une disposition complémentaire concernant les relations culturelles et sportives entre la Belgique et la Roumanie;

— la population roumaine fait actuellement face à un manque aigu de vivres.

Le témoin ajoute que les dissidents roumains, avec lesquels il a des contacts en Belgique, estiment que l'action d'adoption de villages roumains est la seule qui soit possible. Les dissidents craignent notamment que la rupture de toutes relations et la fermeture éventuelle des ambassades ne débouchent sur un isolement total de l'ensemble du pays, dont une fois de plus la population roumaine serait la victime.

3. Discussion générale

Un membre pose quelques questions au Ministre.

— zelfs in gewone politiebureau's is foltermateriaal aanwezig;

— zo goed als alle kunstacademies zijn afgeschaft;

— eminente kunstenaars en intellectuelen, onder meer hoogleraars, zijn gewoon verdwenen. Van sommigen onder hen is geweten dat ze in een strafkamp zijn omgekomen;

— spreker heeft kunnen vaststellen dat in het hele land dorpen, die nog op de landkaarten voorkomen, in feite niet meer bestaan, behalve in sommige, vooral door toeristen bezochte gebieden. Grote gebieden worden gewoon schoongeveegd en in de steden, zoals Boekarest, worden historische gebouwen en monumenten met de grond gelijk gemaakt;

— de gezinnen van wie de woning op het platteland wordt afgebroken, worden in mensonwaardige krotwoningen ondergebracht.

Spreker meent dat het beleid van Ceaucescu niet speciaal tegen de etnische minderheden als zodanig is gericht, maar op de hele bevolking. Zijn doel bestaat erin de bevolking te «atomiseren» en door de afbraak van de leefgemeenschappen een amorfe massa te creëren.

Op de vraag van een lid antwoordt getuige dat hij de Roemeense taal niet vlot leest of schrijft, maar dat hij in de loop van de jaren bevriend is geworden met Roemenen met wie hij in het Frans, Engels of Duits kan converseren.

Een lid oordeelt dat drie belangrijke besluiten kunnen worden getrokken uit de uiteenzetting van de getuigen, met name:

— het gaat niet alleen om de problematiek van de etnische minderheden;

— spreker heeft gesuggereerd om een bijkomende bepaling op te nemen in de resolutie omtrent de culturele en sportieve betrekkingen tussen België en Roemenië;

— dat er in Roemenië een nijpend voedseltekort bestaat in de hele bevolking.

De getuige voegt daar aan toe dat de Roemeense dissidenten met wie hij contact heeft in België van mening zijn dat de actie «adoptiedorpen-Roemenië» de enig mogelijke actie is. De dissidenten vrezen met name dat het verbreken van alle contacten en de eventuele sluiting van de ambassades een volledige afgrenzing van heel het land zou betekenen, wat opnieuw ten koste zou gaan van de Roemeense bevolking.

3. Algemene bespreking

Een lid stelt enkele vragen aan de Minister.

Récemment, une délégation du P.P.E. a déclaré, à son retour de Roumanie, que l'objet des actions entreprises dans ce pays n'était pas tant la destruction de villages que la fusion de communes. Cette déclaration ne fut contredite ni par le P.P.E., ni par le Ministère des Affaires étrangères.

Le membre a interrogé à ce sujet le Ministre, lequel a répondu que la déclaration de la délégation susvisée devait être vue dans le cadre de l'idéologie et non pas de la politique de systématisation. Le membre trouve cette réponse équivoque et estime qu'il conviendrait de faire une déclaration politique plus claire.

Jusqu'à présent, le Ministre n'a pas non plus fourni de réponse à la question que l'intervenant lui avait posée au sujet des mesures précises qui seront prises sur le plan bilatéral tant que multilatéral. Le membre aimerait savoir comment le Ministre évalue l'action entreprise.

Quant aux relations bilatérales avec la Roumanie, le membre aimerait savoir quels communiqués le Ministre des Affaires étrangères a récemment publié à ce sujet. Lors de la discussion de son budget, le Ministre du Commerce extérieur avait promis de ne pas créer de commissions mixtes et de ne pas entamer avec la Roumanie de négociations portant sur le commerce bilatéral entre la Belgique et la Roumanie ou sur l'encouragement des investissements, avant d'avoir procédé à une évaluation approfondie de la question des droits de l'homme.

En ce qui concerne l'encouragement des investissements, le Ministre du Commerce extérieur a déclaré, en réponse à une question parlementaire, qu'il avait conclu un accord avec la Tchécoslovaquie. Selon le Ministre du Commerce extérieur, il s'agirait du premier accord conclu par un pays de la Communauté européenne.

Le Ministre du Commerce extérieur a également déclaré qu'il avait consulté le Ministre des Relations extérieures au sujet de l'accord avec la Tchécoslovaquie et que celui-ci avait marqué son accord. L'intervenant en déduit que le Ministre des Relations extérieures occupe une position qui lui permet d'apprécier de manière déterminante l'aspect « droits de l'homme » dans le secteur propre à la Commission. L'intervenant demande, dès lors, quelle est la position du Ministre des Relations extérieures en ce qui concerne nos relations commerciales avec la Roumanie, et ce compte tenu du problème qui se pose indubitablement en matière de droits de l'homme. Il rappelle à ce propos que Ceaucescu a annoncé, le mois dernier, que la Roumanie avait remboursé ses dettes, ce qui permettra à ce pays d'être considéré par d'autres comme un partenaire économique sérieux.

En ce qui concerne le secteur culturel, l'intervenant a appris qu'un collègue de la Chambre des Représentants allait prendre l'initiative de déposer une résolution au Conseil flamand.

Onlangs heeft een delegatie van de E.V.P. na een verblijf in Roemenië aan de pers meegedeeld dat in Roemenië niet zozeer dorpen worden afgebroken, maar dat het gaat om een fusie van gemeenten. Deze verklaring werd nooit tegengesproken door de E.V.P. of door het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Het lid heeft de Minister daarover ondervraagd, maar deze laatste antwoordde dat men de verklaring van de bedoelde delegatie moet situeren in het kader van de ideologie en niet van de systematiseringspolitiek. Het lid vindt dit een onduidelijk antwoord en oordeelt dat een duidelijker politieke verklaring moet worden afgelegd.

Op een andere vraag, met name welke maatregelen men precies op bilateraal of multilateraal vlak gaat treffen, kreeg het lid tot nu toe evenmin een antwoord van de Minister. Hij wenst te weten hoe de Minister de ondernomen actie evalueert.

Wat de bilaterale relaties met Roemenië betreft, wenst het lid te weten welke communiqués het Ministerie van Buitenlandse Zaken recent over dit probleem heeft gepubliceerd. De Minister van Buitenlandse Handel beloofde tijdens de bespreking van zijn begroting dat er met Roemenië geen gemengde Commissies of onderhandelingen zouden komen in verband met de bilaterale handel tussen België en Roemenië of het aanmoedigen van investeringen, vooraleer de kwestie van de mensenrechten grondig zou zijn geëvalueerd.

Wat de aanmoediging van investeringen betreft, heeft de Minister van Buitenlandse Handel op een parlementaire vraag geantwoord dat hij een overeenkomst met Tsjecho-Slovakije had afgesloten. Dit laatste akkoord is, volgens de Minister van Buitenlandse Handel, het eerste in de Europese Gemeenschap.

De Minister van Buitenlandse Handel verklaarde ook dat hij de Minister van Buitenlandse Betrekkingen heeft geconsulteerd over het akkoord met Tsjecho-Slovakije en dat deze laatste zijn goedkeuring gaf. Het lid leidt daaruit af dat de Minister van Buitenlandse Betrekkingen een bepalende positie heeft om het aspect mensenrechten te beoordelen in de commissiesector. Het lid vraagt bijgevolg wat de positie is van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen inzake onze handelsbetrekkingen met Roemenië en dit in het licht van het probleem dat ongetwijfeld rijst op het gebied van de mensenrechten. Hierbij wijst het lid erop dat Ceaucescu vorige maand aankondigde dat Roemenië zijn schulden heeft afbetaald en dit moet tot gevolg hebben dat dit land door andere landen als een ernstige economische partner wordt beschouwd.

Wat de culturele sector betreft, heeft het lid vernomen dat een collega van de Kamer van Volksvertegenwoordigers een initiatief zou nemen om een resolutie in de Vlaamse Raad neer te leggen.

L'intervenant s'interroge également au sujet des relations multilatérales.

Le Conseil des ministres de la Communauté européenne a approuvé cette année deux déclarations, dont la première visait à demander des informations aux autorités roumaines. L'intervenant se demande à ce propos de quelle manière la délégation belge a contribué à l'élaboration de cette résolution et quelle est la suite qui lui est donnée.

Le paragraphe final des déclarations susvisées indique que le texte en est communiqué non seulement à la présidence, mais aussi à tous les membres du Conseil des ministres de la C.E.E. Quelle a été la suite réservée à cette communication?

La Commission européenne a gelé les contacts qui étaient prévus avec la Roumanie en vue de la conclusion d'un accord préférentiel avec ce pays. L'intervenant aimerait savoir quelle a été la position de la Belgique au cours des pourparlers en la matière et quelle est la position actuelle de notre pays.

Un sénateur a été chargé, au Conseil de l'Europe, de rédiger une résolution concernant le respect des droits de l'homme des minorités en Roumanie. Il s'agit d'une résolution importante, qui pourrait s'avérer efficace sur le plan politique. L'intervenant voudrait savoir quelle suite a été réservée à cette résolution.

En outre, l'Union interparlementaire a décidé que sa 81^e assemblée n'aurait pas lieu à Bucarest tant que la politique actuelle des autorités roumaines resterait inchangée. Un commissaire se demande si des décisions similaires pourraient être prises au niveau de la section bilatérale belgo-roumaine. Il voudrait savoir ce que la représentation officielle belge a fait à propos de la Roumanie, au sein de la Commission des droits de l'homme à Genève.

Enfin, en ce qui concerne la Conférence sur la sécurité, l'intervenant relève que la Roumanie n'a contracté aucun engagement pour la conférence de suivi d'Helsinki. A ses yeux, tout engagement des autorités roumaines en la matière doit passer par un règlement national propre. Il désire connaître la position du Ministre à ce sujet également.

Le Ministre des Relations extérieures répond avoir déjà répondu à plusieurs reprises à des questions relatives à la politique du gouvernement belge à l'égard de la Roumanie. En résumé, cette politique est caractérisée par le gel de nos relations avec ce pays. A l'exception de la présence d'un ambassadeur belge à Bucarest et d'un ambassadeur roumain à Bruxelles, ces deux pays ont interrompu toute concertation politique. Pour des raisons politiques évidentes, la Commission mixte du commerce et de l'économie ne

Hetzelfde lid heeft ook vragen over de multilaterale betrekkingen.

De Ministerraad van de Europese Gemeenschap heeft dit jaar twee verklaringen goedgekeurd, waarvan de eerste luidde dat informatie zou worden gevraagd aan de Roemeense overheden. Spreker stelt daarbij de vraag op welke wijze de Belgische delegatie heeft bijgedragen tot de uitwerking van deze resolutie en hoe de opvolging ervan wordt verzekerd.

De slotparagraaf van de hogervermelde verklaringen luidt dat de tekst niet alleen aan het Voorzitterschap wordt medegedeeld, maar ook aan alle leden van de E.G.-Ministerraad. Welk gevolg werd aan die mededeling gegeven?

De Europese Commissie heeft haar contacten met Roemenië, die waren voorzien om een preferentieel akkoord met dit land tot stand te brengen, bevroren. Het lid wenst te weten welke positie België tijdens de besprekingen desomtrent heeft ingenomen en welke positie ons land vandaag inneemt.

Een senator heeft in de Raad van Europa de verantwoordelijkheid gehad voor het opstellen van een belangrijke resolutie over het respect van de mensenrechten van de minderheden in Roemenië. Het gaat om een belangrijke resolutie, die op politiek gebied doeltreffend zou kunnen zijn. Het lid zou willen weten welk gevolg aan deze resolutie werd gegeven.

Daarnaast heeft de Interparlementaire Unie beslist haar 81e vergadering niet te laten plaatshebben in Boekarest, zolang het huidige beleid van de Roemeense overheden hetzelfde blijft. Een lid vraagt zich af of er soortgelijke beslissingen zouden kunnen getroffen worden op het niveau van de bilaterale Belgisch-Roemeense sectie. Hetzelfde lid vraagt zich af wat de Belgische officiële vertegenwoordiging in de Commissie van de Mensenrechten in Genève in verband met Roemenië heeft gedaan.

Het lid stipt tenslotte aan, in verband met de veiligheidsconferentie, dat door Roemenië geen enkele verbintenis werd aangegaan voor de follow-up-conferentie van Helsinki. Ieder engagement vanwege de Roemeense overheden ter zake moet, volgens hen, via een eigen nationaal reglement lopen. Ook hierover wenst het lid de houding van de Minister te kennen.

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen antwoordt dat hij al herhaalde malen antwoordde op vragen over het beleid van de Belgische Regering ten opzichte van Roemenië. Samengevat wordt dit beleid gekenmerkt door het bevroren van onze betrekkingen met dit land. Buiten het feit dat België een ambassadeur heeft in Boekarest en Roemenië een ambassadeur in Brussel, werd ieder politiek overleg tussen beide landen stopgezet. De gemengde Commissie voor Handel en Economie zal, om voor de

se réunira plus. Une réunion d'experts consulaires, qui était prévue initialement, a également été reportée pour éviter que les autorités roumaines n'en fassent usage à des fins de propagande. L'intervenant ajoute que la suspension des négociations entre la Commission de la C.E.E. et la Roumanie sur la conclusion d'un accord de coopération économique a été demandée expressément par la Belgique et la Grande-Bretagne pour des raisons politiques. D'après le représentant du Ministre, cette suspension constitue une mesure concrète et très stricte, dont on pourra évaluer les conséquences sur les plans politique et économique. En outre, une nouvelle décision politique sera requise pour la reprise de ces négociations.

L'intervenant allègue que la Belgique s'est toujours exprimée clairement et catégoriquement lorsqu'il s'agissait du non-respect des droits de l'homme en Roumanie. L'on a eut toutefois se demander si la Roumanie, qui est déjà presque entièrement isolée sur la scène internationale, est encore particulièrement sensible à des sanctions, surtout verbales, prises par d'autres pays.

Le Ministre des Relations extérieures attire néanmoins l'attention des commissaires sur les intérêts humains en Roumanie, que le Gouvernement belge ne peut perdre de vue. Il s'agit de mariages entre ressortissants roumains et compatriotes, d'adoptions, etc. En effet, les mariages avec des étrangers et les adoptions d'enfants roumains par des étrangers doivent être approuvés par le Conseil d'Etat roumain, qui est présidé par le président Ceaucescu. La suppression de toute possibilité de dialogue sur ce plan pourrait occasionner des drames humains, notamment chez des compatriotes, si bien qu'une certaine prudence reste de mise.

Le Gouvernement belge doit également se préoccuper de la sécurité des Belges séjournant en Roumanie.

Le représentant du Ministre admet que la Roumanie a émis des réserves en ce qui concerne la Conférence sur la sécurité et le texte de Vienne. Il souligne néanmoins que, pour la Belgique, il est certain que la Roumanie est liée par le document final de Vienne. D'ailleurs, à l'occasion des réserves roumaines, le Canada a déclaré, au nom des pays alliés membres de l'O.T.A.N., que ceux-ci ne les acceptaient pas.

Les douze pays de la C.E.E. ont effectivement demandé des éclaircissements sur le non-respect des droits élémentaires de l'homme en Roumanie. Il s'agit d'une phase de la procédure qui a été prévue à Vienne. Cette demande a cependant été rejetée par la Roumanie et c'est l'une des raisons pour lesquelles les négociations susvisées ont été suspendues.

hand liggende politieke redenen, niet meer bijeen komen. Een vergadering van consulaire deskundigen die oorspronkelijk was voorzien, is eveneens uitgesteld, om te vermijden dat de Roemeense overheden er een propagandistisch gebruik zouden van maken. Spreker voegt er aan toe dat de opschorting van de onderhandelingen tussen de E.G.-Commissie en Roemenië over het afsluiten van een economisch samenwerkingsakkoord, uitdrukkelijk om politieke redenen werd gevraagd door België en Groot-Brittanië. Deze opschorting is, volgens de vertegenwoordiger van de Minister, een concrete en zeer strenge maatregel, met meetbare gevolgen op politiek en economisch gebied. Bovendien is een nieuwe politieke beslissing noodzakelijk om die onderhandelingen opnieuw te kunnen opstarten.

Spreker betoogt dat België zich altijd duidelijk en krachtig heeft uitgedrukt wanneer het ging over de niet-eerbiediging van de mensenrechten in Roemenië. De vraag kan evenwel worden gesteld of Roemenië, dat toch al bijna volkomen geïsoleerd is op het internationale toneel, nog bijzonder gevoelig is voor sancties, vooral verbale, die door andere landen worden genomen.

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen vestigt echter de aandacht van de Commissie op de menselijke belangen in Roemenië die door de Belgische Regering niet uit het oog mogen verloren worden. Het gaat over huwelijken tussen Roemeense onderdanen en landgenoten, adopties e.d. Huwelijken met buitenlanders en adopties van Roemeense kinderen door buitenlanders moeten immers goedgekeurd worden door de Roemeense Raad van State, die wordt voorgezeten door President Ceaucescu. De verbreking van iedere mogelijkheid tot dialoog op dit vlak zou menselijke drama's kunnen veroorzaken, ook bij landgenoten, zodat een zekere voorzichtigheid geboden blijft.

Ook de veiligheid van de Belgen die in Roemenië verblijven, moet het voorwerp zijn van bezorgdheid voor de Belgische Regering.

De vertegenwoordiger van de Minister geeft toe dat Roemenië voorbehoud heeft gemaakt in verband met de veiligheidsconferentie en de tekst van Wenen. Hij wijst er echter op dat het voor België vaststaat dat Roemenië door het slotdocument van Wenen gebonden is. Canada heeft trouwens, naar aanleiding van het Roemeense voorbehoud, namens de N.A.V.O.-landen verklaard dat de N.A.V.O.-bondgenoten het voorbehoud van Roemenië niet aanvaardden.

De twaalf landen van de E.G. hebben inderdaad inlichtingen gevraagd over het niet-eerbiedigen van de elementaire mensenrechten in Roemenië. Het gaat hier om een fase in de procedure die in Wenen werd voorzien. Het verzoek tot inlichtingen werd echter door Roemenië verworpen, wat één van de redenen was waarom de hoger vermelde onderhandelingen werden opgeschort.

Enfin, le Ministre souligne qu'il existe une collaboration très étroite entre les différentes ambassades européennes à Bucarest.

Un membre cosignataire de la proposition de résolution estime que le dépôt de celle-ci constitue une bonne initiative et que son contenu peut être contrôlé par le moyen des articles de presse sur la situation internationale. A ses yeux, l'audition de témoins privilégiés constitue également une initiative heureuse, mais il trouve que le témoignage qui a été entendu au début des travaux de la Commission est trop global. Bon nombre de constatations faites par le témoin en Roumanie peuvent être faites dans de nombreux autres pays. L'intervenant plaide dès lors pour le maintien du texte de la proposition de résolution tel qu'il a été déposé, sans l'ajout de nouvelles dispositions visant, par exemple, à exclure la Roumanie des Jeux Olympiques de Barcelone, comme l'a suggéré un autre membre.

En dépit du plaidoyer du préopinant, un commissaire dépose trois amendements libellés comme suit :

« A. Au premier considérant de la proposition de résolution, supprimer les mots « des minorités, opprimées dans de nombreux domaines. »

L'intervenant justifie cet amendement en soulignant que la répression est systématique et générale, même si les minorités en sont particulièrement victimes.

« B. Ajouter les considérants suivants :

— considérant la disette générale institutionnalisée;

— considérant la dégradation de l'habitat, des soins médicaux et des conditions hygiéniques élémentaires. »

« C. Au quatrième alinéa du dispositif de la proposition de résolution, insérer, entre les mots « ainsi mis fin » et « aux discriminations », les mots suivants : « aux harcèlements et vexations systématiques et. »

L'auteur de ces derniers amendements les justifie de la même manière que le premier.

Un membre déclare qu'il pourrait se rallier au premier amendement si, outre les droits de l'homme en général, il y était également fait mention des droits des minorités.

Le membre qui a déposé l'amendement, se dit disposé à sous-amender son premier amendement dans ce sens.

Tenslotte wijst de Minister erop dat er een zeer nauwe samenwerking bestaat tussen de verschillende Europese ambassades in Boekarest.

Een lid mede-ondertekenaar van het voorstel van resolutie, meent dat het indienen van deze resolutie een goed initiatief was en dat de inhoud van de tekst ervan kan worden gecontroleerd aan de hand van de internationale persberichten. Hij vindt het horen van bevoorrechte getuigen eveneens een gelukkig initiatief, maar de getuigenis die in het begin van de commissiewerkzaamheden werd gehoord, vindt hij te veelomvattend. Tal van feiten die de gehoorde getuige in Roemenië vaststelde, zijn op vele andere landen toepasselijk. Het lid pleit bijgevolg voor het behoud van de tekst van de resolutie zoals hij werd ingediend, zonder toevoeging van nieuwe bepalingen over, bijvoorbeeld, het niet aanvaarden van Roemeense deelneming aan de olympische spelen in Barcelona, wat door een ander lid werd gesuggereerd.

In weerwil van het pleidooi van vorige spreker dient een lid ter zitting drie amendementen in, luidend als volgt :

« A. In de eerste overweging van het voorstel van resolutie de woorden « van de op velerlei gebied onderdrukte minderheden » schrappen. »

Het lid licht dit amendement toe door erop te wijzen dat de verdrukking systematisch en algemeen is, zelfs als de minderheden er speciaal het slachtoffer van zijn.

« B. De volgende overwegingen toevoegen :

— gelet op de algemene geïnstitutionaliseerde voedselschaarste;

— gelet op de degradatie van de woongelegenheid, de medische zorgen en de elementaire hygiënische voorzieningen. »

« C. In het vierde lid van het beschikkend gedeelte van het voorstel van resolutie, tussen de woorden « een einde maken » en « de discriminaties » de volgende woorden toevoegen : « aan de systematische geweldplegingen en plagerijen. »

De indiener van deze laatste amendementen motiveert ze met dezelfde argumenten als voor het eerste amendement.

Een lid zou het eerste amendement kunnen steunen, indien naast de mensenrechten in het algemeen ook de rechten van de minderheden zouden worden vermeld.

Het lid dat het amendement indiende, is bereid zijn eerste amendement te subamenderen in deze zin.

Le Ministre estime toutefois que les droits des minorités font partie des droits de l'homme en général et qu'il n'est pas nécessaire, dès lors, d'établir une distinction de principe entre les deux notions. De plus, il estime que les violations des droits de l'homme en Roumanie ne sont pas orientées directement contre les minorités.

Un autre membre propose encore une autre formulation, que voici: «considérant que les droits de l'homme sont menacés en divers domaines, dont des discriminations spécifiques envers les minorités...» Selon l'intervenant, cette formulation indique mieux que les minorités nationales font l'objet de mesures discriminatoires qui ne touchent pas les autres Roumains.

Plusieurs membres proposent encore des ajouts au texte qui visent à étendre la portée de la proposition de résolution aux droits de l'homme en général et à l'ensemble de la population roumaine. D'autres membres plaident pour l'adoption de la proposition telle qu'elle a été déposée, en soulignant qu'un excès de détails pourrait réduire l'effet de la résolution et que référence aux droits de l'homme en général est faite au premier alinéa du dispositif de la proposition. Cet alinéa vise effectivement l'ensemble des Roumains, ainsi que le fait le quatrième alinéa, qui porte sur la destruction de villages et du patrimoine architectural et culturel.

Un membre observe qu'il y a une différence entre le contenu de la proposition de résolution, dans laquelle il est question surtout des minorités ethniques, et le contenu de la discussion générale en Commission, au cours de laquelle l'accent a été mis davantage sur la situation de l'ensemble des Roumains. Il estime qu'il y a lieu, du point de vue politique, de mettre l'accent sur la violation des droits de l'homme en général.

Un membre rappelle qu'à l'occasion d'une interpellation, une motion motivée fut rédigée, laquelle fut votée le 21 avril par 162 voix, sans oppositions ni abstentions. La motion motivée demandait au Gouvernement belge de prendre, à l'égard du Gouvernement roumain, toutes mesures et toutes démarches diplomatiques et économiques utiles dans le but de mettre fin à cette atteinte grave aux droits de l'homme. Cette motion motivée demandait également au Gouvernement de rendre compte du résultat de ses démarches avant la fin de la présente session parlementaire.

L'intervenant estime que ce dernier passage devrait être incorporé à la résolution.

De Minister is echter van mening dat de rechten van de minderheden deel uitmaken van de mensenrechten in het algemeen, zodat het niet nodig is een principieel onderscheid te maken tussen beide begrippen. Bovendien is hij ook van oordeel dat de overtreding van de mensenrechten in Roemenië niet rechtstreeks naar de minderheden is gericht.

Een ander lid stelt nog een andere formulering voor, met name «overwegende dat de mensenrechten op verschillende gebieden in het geding zijn, waaronder specifieke discriminaties van de minderheden ...». Volgens dit lid wordt op die manier beter aangegeven dat de nationale minderheden getroffen worden door discriminatieve maatregelen, die de andere Roemenen niet treffen.

Verschillende leden stellen nog tekstaanvullingen voor die ertoe strekken de draagwijdte van het voorstel van resolutie uit te breiden tot de rechten van de mens in het algemeen en voor de hele Roemeense bevolking. Andere leden pleiten voor het aannemen van het voorstel zoals het werd ingediend, waarbij ze aanstippen dat het effect van de resolutie zou kunnen verminderen wanneer te veel in detail wordt getreden en dat de verwijzing naar de mensenrechten in het algemeen, in het eerste lid van het beschikkend gedeelte van het voorstel voorkomt. Deze bepaling van het beschikkend gedeelte heeft inderdaad alle Roemenen tot voorwerp en in het vierde lid, waar sprake is van de afbraak van dorpen en het architecturaal en cultureel patrimonium, is dit eveneens het geval.

Een lid merkt op dat er een verschil bestaat tussen de inhoud van het voorstel van resolutie, waar het vooral over de etnische minderheden gaat en de algemene bespreking in de Commissie waar de nadruk meer is komen te liggen op de toestand van alle Roemenen. Van politiek standpunt uit moet, volgens dit lid, de overtreding van de mensenrechten in het algemeen worden benadrukt.

Een lid herinnert aan een gemotiveerde motie, opgesteld naar aanleiding van een interpellatie, die op 21 april werd goedgekeurd met 162 stemmen, zonder tegenstemmen en onthoudingen. De gemotiveerde motie stelde dat de Belgische Regering bij de Roemeense Regering nuttige diplomatieke en economische stappen zou aanwenden en de voor de hand liggende maatregelen zou treffen om aan de ernstige schending van de mensenrechten een einde te maken. Met dezelfde gemotiveerde motie werd eveneens aan de Regering gevraagd verslag uit te brengen over het resultaat van de door haar ondernomen stappen, voor het einde van de huidige parlementaire zitting.

Spreeker vindt dat deze laatste passage aan de resolutie zou moeten worden toegevoegd.

L'auteur principal de la proposition de résolution n'estime toutefois pas nécessaire de voter deux fois le même texte en séance publique. En outre, il insiste pour que la résolution soit adoptée le plus rapidement possible par le Sénat, afin qu'elle puisse encore être mentionnée utilement dans le cadre de la Conférence des droits de l'homme qui se tient actuellement à Paris et qui se terminera le 28 juin prochain. Le délégué américain à cette conférence s'est déjà clairement prononcé en cette matière. C'est pourquoi il serait souhaitable que, dans les semaines qui viennent, le Gouvernement belge adopte également une position claire, en s'inspirant notamment de la résolution proposée.

4. Votes

Le premier amendement (A), sous-amendé comme suit: «considérant que les droits de l'homme et ceux des minorités...», est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Le deuxième amendement (B) est retiré et le troisième amendement (C) est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

La proposition ainsi amendée a également été adoptée par les 12 membres présents.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 12 membres présents.

Le Rapporteur,
R. GIJS.

Le Président,
H. HANQUET.

De hoofddiener van het voorstel van resolutie meent echter dat het niet nodig is tweemaal dezelfde tekst in openbare vergadering goed te keuren. Hij wijst bovendien op de noodzaak de resolutie zo vlug mogelijk in de Senaat goed te keuren om nog met enig nut te kunnen worden vermeld in de Conferentie over de mensenrechten in Parijs die op 28 juni e.k. beëindigd wordt. De Amerikaanse afgevaardigde op deze conferentie heeft ter zake al een duidelijke verklaring afgelegd. Daarom is het wenselijk dat de Belgische Regering in de loop van de eerstkomende weken eveneens een duidelijke stelling inneemt, mede geïnspireerd door de voorgestelde resolutie.

4. Stemmingen

Het eerste amendement (A), gesubamendeerd met de woorden «overwegende dat de rechten van de mens en de rechten van de minderheden» wordt eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

Het tweede amendement (B) wordt ingetrokken en het derde amendement (C) wordt eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

Het aldus geamendeerde voorstel wordt eveneens door de 12 aanwezige leden aangenomen.

Dit verslag is door de 12 aanwezige leden eenparig goedgekeurd.

De Rapporteur,
R. GIJS.

De Voorzitter,
H. HANQUET.

TEXTE ADOPTE
PAR LA COMMISSION

Le Sénat,

Considérant que les droits de l'homme et ceux des minorités, opprimées dans de nombreux domaines, sont menacés et que les mesures prises à leur encontre constituent une violation majeure de l'Acte final d'Helsinki, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'une série d'autres traités des Nations unies auxquels la Roumanie a adhéré;

Considérant que la décision du Gouvernement roumain, annoncée le 4 mars 1988 par le président Ceaucescu, de raser quelque 6 000 villages et d'en transférer les habitants dans de nouvelles villes, ne tient aucun compte des aspirations de la population et, en particulier, des minorités ethniques;

Considérant les efforts soutenus des autorités belges et internationales en vue d'empêcher la destruction de ces villages et d'améliorer la situation en ce qui concerne les droits de l'homme;

Considérant, en particulier :

— la déclaration faite par le représentant de la Belgique lors de la 44^e session de la Commission des droits de l'homme à Genève, le 8 mars 1988;

— la déclaration faite par la présidence grecque au nom des Douze, lors de la 43^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, le 22 novembre 1988;

— les démarches entreprises au nom des Douze par la présidence grecque auprès des autorités roumaines à Bucarest;

— la résolution (n° 910) relative à la politique agricole en Roumanie, adoptée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le 8 octobre 1988;

— l'intervention de la présidence, au nom des Douze, concernant la campagne de « systématisation », au cours de la réunion de Vienne de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.);

— les actions d'« adoption » de villages roumains menées par des communes belges;

— la décision prise par la Commission des droits de l'homme des Nations unies d'ouvrir une enquête sur le respect des droits de l'homme en Roumanie, après que la Hongrie se fut ralliée, le 27 février 1989, à une proposition suédoise en ce sens;

— la déclaration faite par le commissaire aux Relations extérieures au Parlement européen, lors de sa réunion de mars 1989;

TEKST AANGENOMEN
DOOR DE COMMISSIE

De Senaat,

Overwegende dat de rechten van de mens en de rechten van de op velerlei gebied onderdrukte minderheden in het geding zijn en dat deze maatregelen een zware inbreuk vormen op de Slotakte van Helsinki, de Universele Verklaring van de rechten van de mens en een aantal andere verdragen van de Verenigde Naties, waarbij Roemenië verdragsluitende partij is;

Overwegende dat het op 4 maart 1988 door President Ceaucescu bekendgemaakte besluit van de Roemeense Regering om ongeveer zesduizend dorpen met de grond gelijk te maken en de bewoners ervan over te brengen naar nieuwe steden, op geen enkele wijze rekening houdt met de verlangens van de bevolking en in het bijzonder de etnische minderheidsbevolking;

Gelet op de aanhoudende inspanningen van onze nationale en internationale instanties om de afbraak van de dorpen tegen te gaan en de situatie op het gebied van de mensenrechten te verbeteren;

Gelet in het bijzonder op :

— de verklaring door de vertegenwoordiger van België op de 44^e zitting van de Commissie van de rechten van de mens te Genève op 8 maart 1988;

— de verklaring door het Griekse voorzitterschap namens de Twaalf, tijdens de 43^e zitting van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties op 22 november 1988;

— de stappen ondernomen door het Griekse voorzitterschap namens de Twaalf bij de Roemeense autoriteiten te Boekarest;

— de resolutie (nr. 910) over de landbouwpolitiek in Roemenië, aangenomen door de Parlementaire Vergadering van de Raad van Europa op 8 oktober 1988;

— de tussenkomst van het voorzitterschap namens de Twaalf op de Conferentie van de K.V.S.E. te Wenen, met betrekking tot de campagne van « systematisering »;

— de acties van de Belgische gemeenten ter adoptie van de Roemeense dorpen;

— de beslissing van de V.N.-Commissie voor de rechten van de mens om een onderzoek in te stellen naar de eerbiediging van de mensenrechten in Roemenië, nadat Hongarije zich op 27 februari 1989 achter een Zweeds voorstel ter zake had geschaard;

— de verklaring van de commissaris voor Buitenlandse Betrekkingen in het Europees Parlement ter zitting van maart 1989;

— la résolution relative à la Roumanie, adoptée par le Parlement européen le 16 mars 1989;

Condamne la violation des droits de l'homme les plus élémentaires en Roumanie;

Demande au Gouvernement,

— de mener une politique énergique, au niveau international, pour forcer le Gouvernement roumain à respecter les droits de l'homme;

— de recourir aux instruments prévus dans le document final de la dernière réunion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), qui s'est tenue à Vienne le 19 janvier 1989;

— de demander officiellement, à l'occasion de la prochaine Conférence sur les droits de l'homme, qui sera organisée à Paris du 30 mai au 28 juin 1989, dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, à la Roumanie de se justifier;

— entre autres pour qu'il soit ainsi mis fin aux harcèlements et vexations systématiques, aux discriminations dont souffrent les minorités de même qu'à la destruction de villages et du patrimoine architectural et culturel;

— de reconsidérer nos relations avec la Roumanie afin de souligner une nouvelle fois le grand attachement de notre pays au respect des droits de l'homme.

— de resolutie over Roemenië aangenomen door het Europees Parlement op 16 maart 1989;

Veroordeelt de schending van de meest elementaire mensenrechten in Roemenië;

Verzoekt de Regering,

— op internationaal niveau een zeer krachtig beleid te voeren om het Roemeense bewind te dwingen tot eerbiediging van de mensenrechten;

— een beroep te doen op het instrumentarium, voorzien in het slotdocument van Wenen in het kader van de Conferentie voor veiligheid en samenwerking in Europa (19 januari 1989);

— en op de eerstvolgende Conferentie over de mensenrechten (Parijs, 30 mei tot 28 juni 1989), in het kader van dit K.V.S.E.-proces, Roemenië officieel ter verantwoording te roepen;

— om aldus o.a. een einde te maken aan de systematische geweldplegingen en plagerijen, aan de discriminaties van de minderheden en aan de afbraak van de dorpen en het architecturaal en cultureel patrimonium;

— de betrekkingen met Roemenië te herzien om nogmaals te benadrukken hoeveel belang ons land hecht aan de naleving van de mensenrechten.